

2 | L'ÉVÈNEMENT

CHINE Bourse en chute libre, croissance en net recul, dévaluation de la monnaie et fuite des

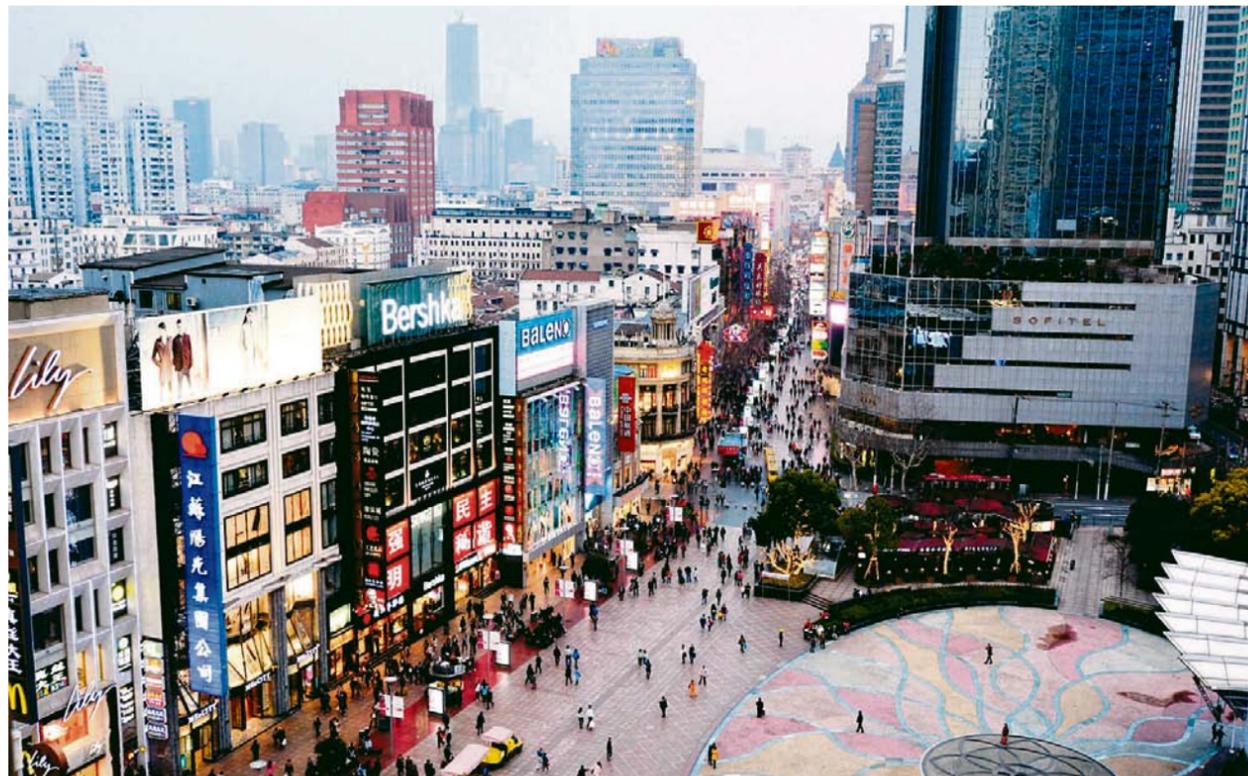
Menaces sur la deuxième

BRUNA BASINI @BrunaBasini

Il a suffi d'une tornade financière le mois dernier et de trois dévaluations du yuan cette semaine pour que le monde prenne la mesure de l'ampleur de la menace économique que fait peser la Chine. Un malheur n'arrivant jamais seul, les explosions survenues dans le port de Tianjin, qui ont fait plus de 100 morts, soulignent une autre faiblesse du fameux « atelier » du monde. La deuxième économie mondiale vient d'encaisser plusieurs chocs qui vont peser lourdement sur la croissance de tous. La Bourse de Shanghai a perdu 30 % de sa valeur en quelques jours après neuf mois d'euphorie. Et en dégainant l'arme monétaire pour relancer les exportations, l'empire du Milieu vient de remettre de l'huile sur un feu qu'il venait d'éteindre. « Les autorités essaient de faire repartir les moteurs. Mais les mesures engagées ne semblent ni toujours opportunes ni franchement efficaces. Au final cela crée un choc de crédibilité. Le monde regarde et s'interroge », résume François Godement, spécialiste du monde chinois.

Une croissance divisée par deux

Le ralentissement de cette formidable machine à produire, importer et exporter inquiète les décideurs du monde entier. Frappés depuis trois ans par la dégringolade continue des cours de la plupart des matières premières (pétrole, charbon, gaz naturel, cuivre...), les pays producteurs risquent de subir de plein fouet le ralentissement de la croissance chinoise : Russie et Kazakhstan, Moyen-Orient, Brésil, Venezuela, Chili, une partie de l'Afrique, même le Canada, l'Australie et la Norvège. En sens inverse, quand leur conjonc-



Les badauds se pressent toujours à Nanjing Road, la rue la plus commerçante de Shanghai. Mais certains centres commerciaux des villes de l'intérieur sont désertés, voire ressemblent à des lieux fantômes.

CHAMELEONS EYE/REX/SIPA

ture se détériore fortement, la demande qu'ils adressent ensemble à la Chine se réduit mécaniquement. Cela explique le recul depuis mi-2014 de ses exportations. C'est le fameux effet de second tour. Moins touchée pour l'heure, l'Union européenne va subir inévitablement le refroidissement chinois. En France et en Italie, les produits de luxe ainsi que les vins et spiritueux, dont le prix va augmenter localement, en feront les frais. Le choc s'annonce plus violent pour les industriels allemands, qui vendent beaucoup de machines-outils et d'équipement à la Chine.

En arrivant au pouvoir en 2012, Xi Jinping laissait pourtant entre-

voir un programme radieux avec quelque 250 réformes d'inspiration libérale, allant de la privatisation d'une partie des agences d'État à une ouverture du système financier. Un programme revu nettement à la baisse et qui tarde à donner des résultats. « Le pays a une autre approche au temps que l'Occident, mais les Chinois ont fini par s'impac-tienter », analyse Jean-Pierre Raffarin, bon connaisseur de la Chine (voir l'interview). Résultat : depuis 2011, la croissance a été divisée par deux, passant de 12 à 6,8 %. Les économistes, qui jugent les statistiques officielles suspectes, la situent même plutôt entre 5 et 3 %. « Les Chinois

sont au pied du mur. Ils ont laissé filer la dette des collectivités et des sociétés d'État, les prix des matières premières exportées sont en recul de 30 à 50 % et ils ont surinvesti dans des logements et des infrastructures qui ne trouvent pas preneur », souligne Anne Stevenson-Yang, directrice de l'agence de recherche et de conseil J Capital, qui sillonne la Chine six mois par an.

Réussir le pari de l'innovation

Autre chiffon rouge : la baisse des réserves de change, estimées entre 3.000 et 3.800 milliards de dollars, qui risquent d'être ponctionnées pour éponger une dette en nette hausse même si elle reste

gérable. Les énormes excédents commerciaux du pays pourraient servir à recapitaliser banques, collectivités et agences d'État en cas de faillite. Un coussin protecteur aussi face aux fuites massives de capitaux depuis deux ans. Reste pour Xi Jinping à convertir l'atelier chinois en laboratoire du monde. « Le gouvernement doit réussir son virage idéologique », estime Carl Minzer, professeur à la faculté de droit de Fordham et spécialiste de la Chine. « Cela oblige Xi Jinping à recentraliser le pouvoir sans sombrer dans le culte de la personnalité et à réussir son pari économique d'innovation. » ●

Jean-Pierre Raffarin Spécialiste de la Chine, l'ancien Premier ministre décrypte les soubresauts de son économie

« Nous entrons dans l'ère de la rivalité sino-américaine »

L'économie chinoise est en pleine décélération. Doit-on s'inquiéter pour la croissance en Europe ?

À court terme, il n'y a pas de fortes répliques à attendre des récents soubresauts monétaires ou boursiers. La Chine, deuxième économie mondiale, connaît un réel ralentissement et nous en subissons certes le contrecoup. Mais les problèmes internes propres à l'Europe ne doivent pas être sous-estimés. La croissance française est, elle, à un niveau pathologique. Il faut en rechercher les causes avant tout dans les déficiences de notre modèle. Des pans entiers de notre économie sont quasiment à l'arrêt : agroalimentaire, BTP et logement, sous-traitance industrielle à l'exception de l'aéronautique... Dans tous ces secteurs, nous détruisons de la valeur, ce qui pénalisera notre avenir, croissance chinoise ou pas. **Les coupe-feux mis en place par la Chine sont-ils les bons ?**

À travers les dévaluations engagées ces derniers jours, on

comprend surtout que le pays se place en challenger des États-Unis. Nous entrons dans l'ère de la rivalité sino-américaine. Les Chinois actionnent à leur tour l'arme monétaire en fonction de leurs intérêts. Ils le font pour contrer le fléchissement de la demande intérieure et relancer leurs exportations. Mais ils ne veulent pas créer un désordre mondial car ils détestent le dé-



ÉLODIE GRÉGOIRE POUR LE JDD

sordre. Reste que le yuan se positionne aussi pour devenir une monnaie internationale et que les Américains ne seront bientôt plus les seuls à décider du cours des monnaies dans le monde.

Que veulent les autorités chinoises aujourd'hui ?

Le président Xi Jinping a été clair. La priorité est d'affirmer le leadership de la Chine en Asie en donnant l'image d'une bonne

« La Chine a pris le virage pour devenir le laboratoire du monde en donnant la priorité à l'innovation »

économie et en créant un climat d'apaisement. Ensuite, il veut faire jeu égal avec les États-Unis, d'où ces récentes dévaluations. Enfin, il veut réorienter son économie vers une croissance de la demande intérieure, le développement de l'innovation et un modèle qui soit plus qualitatif et socialement inclusif.

Le programme anticorruption concourt-il à ce triple objectif ou opère-t-il comme une purge politique ?

Cette politique est souhaitée par les masses chinoises. Elle donne un socle de popularité au pouvoir et forge une alliance entre une grande partie de l'opinion et les dirigeants, souvent contre les corps intermédiaires. Cette alliance est sans doute la plus forte depuis trente ans. C'est aussi ce levier qui lui sert à réformer la société chinoise et à réorienter son économie. Le revers de cette médaille, c'est que les autorités cherchent à maîtriser l'information au détriment de

la conception occidentale de la transparence. Il y a par ailleurs des contre-pouvoirs réels dans l'armée, dans la société civile, au sein du Parti communiste et de l'élite économique, secouée par le programme anticorruption. Retenons enfin que les Chinois ne pensent pas comme nous.

Quelles sont les réformes de fond engagées par Pékin ?

La Chine a pris le virage pour devenir le laboratoire du monde en donnant la priorité à l'innovation. L'autre sujet du moment est la maîtrise du développement urbain. La modération a pris le relais des grands programmes immobiliers qui ont généré spéculation, bulle immobilière et énormément de pollution. Les autorités ont aussi conscience de la gravité des risques environnementaux et sanitaires dans le secteur agroalimentaire. Enfin, démographie oblige, la Chine s'attelle, à son rythme, à l'énorme défi des retraites et de la prévoyance.

INTERVIEW B.B.

capitaux : rien ne va plus dans l'empire du Milieu. Quels risques de contagion ?

économie mondiale

POURQUOI LES CAPITAUX SORTENT DE CHINE

C'EST UN TROU dans les fabuleuses réserves de change chinoises qui commence à se voir. Avec un taux d'épargne moyen de 40 %, les capitaux fuient le pays à jet continu. Les millionnaires investissent dans des sociétés en Amérique du Nord ou en Europe, achètent des résidences secondaires dans les limites autorisées par les autorités en Australie, Nouvelle-Zélande ou Grande-Bretagne. Au point que les demandes de visas investisseurs ont poussé le Canada à annuler son programme. Aux États-Unis et en Australie, les deux tiers des visas professionnels sont rafiés par des entrepreneurs venus de Chine. Tandis qu'en Europe, le Portugal, l'Espagne, la Grèce et Chypre leur réservent la plus grande part de leurs « visas en or ».

La rentabilité est devenue mauvaise dans le pays

« Il y a aussi des fuites de capitaux déguisées à travers des montages

illégaux, des jeux comptables via des filiales de Hong Kong, ce à quoi s'ajoutent les investissements hors de Chine des sociétés contrôlées par l'État », décrit la chercheuse Agatha Kratz. Ces sorties nettes de capitaux s'élèveraient à quelque 50 milliards de dollars par mois. À comparer aux 30 milliards de dollars qui entraient auparavant tous les mois en Chine. « Les capitaux sortent parce que la rentabilité est devenue mauvaise dans le pays. Les prix baissent, les salaires montent, les investissements sont en chute libre », résume Patrick Artus de Natixis. Pour les grands conglomérats d'État, ces mouvements sont aussi le moyen d'enregistrer un chiffre d'affaires sur de nouveaux marchés, notamment dans le BTP et les télécoms. En Europe, le flux de capitaux made in China n'a pas particulièrement profité à la France, qui n'a capté que 1,5 milliard d'euros d'investissements en 2014. **B.B.**



Un riverain du site de Tianjin fuit par crainte de contamination toxique. AFP

PATRICK ARTUS, DIRECTEUR DE LA RECHERCHE ET DES ÉTUDES DE NATIXIS

« Un effet gigantesque sur la croissance »

► UNE CRISE DE MODÈLE

« Comme la plupart des pays émergents, la Chine subit une crise de son modèle de croissance. De 10 %, son taux a chuté à 2,3 % aujourd'hui, selon mes estimations. Il suffit de regarder des indicateurs pertinents comme les importations, la consommation d'électricité ou le fret maritime. Tous baissent. Ce qui soutient la croissance aujourd'hui, ce sont les services. La Chine tente depuis quinze ans de faire monter le poids de la consommation intérieure et de forcer les entreprises à innover pour ne plus être l'atelier du monde. Pour cela, elle a poussé les bas salaires à la hausse et perdu de sa compétitivité sans parvenir à atteindre ces objectifs. La question clé aujourd'hui est de savoir si la Chine parviendra à percer ce plafond de verre et à sortir de la trappe industrielle du bas de gamme.

► UNE POLITIQUE MONÉTAIRE INCERTAINE

Avec les mesures de dévaluation de cette semaine, les autorités ont testé une nouvelle approche. Rappelons que la Chine a commencé à lever le pied sur les programmes immobiliers, qui ont produit 20 % de logements vacants, des hôtels et des centres commerciaux vides et quelque 18.000 km de lignes à grande vitesse. Les autorités ont essayé



ensuite d'attirer les Chinois vers la Bourse, les poussant à s'endetter pour investir avec le résultat que l'on connaît : les marchés ont effondré. Avec l'arme monétaire, on ne sait pas encore où elles veulent aller : se contenter de microdévaluations comme cette semaine, de l'ordre de 3 à 4 %, ou bien laisser glisser le yuan de 15 à 20 % face au dollar ? Si cette dernière option prévalait, cela reviendrait à mettre à la poubelle quinze années de politique économique.

► 3 POINTS DE PIB EN MOINS POUR LA PLANÈTE

Quand la plupart des pays émergents éternuent, nous nous enrhumons. La Chine assure 11 % du commerce mondial à elle seule. En juillet, ses exportations ont baissé de 8 %. Au deuxième trimestre 2015, le commerce mondial n'a crû que de 1 % sur un an. Avant, c'était 6 %. Cela va coûter 3 points de croissance à l'économie mondiale. Et pour la France, représenter 1 point de croissance en moins. L'effet sur la prospérité mondiale est gigantesque.

PROPOS RECUEILLIS PAR B.B.
PHOTO FAYOLLE PASCAL/SIPA

L'usine du monde malade de ses infrastructures

ACCIDENT INDUSTRIEL Même si les conditions de travail se sont améliorées, l'explosion dans le port de Tianjin révèle l'augmentation des problèmes liés à la sécurité dans les entreprises chinoises

PIERRE TIESSSEN

Des policiers en armes ont fait évacuer hier les quartiers résidentiels dans un rayon de trois kilomètres autour de la zone de la catastrophe dans le port de Tianjin. Plus de 700 tonnes de cyanure de sodium étaient stockées sur le site. Trois jours après la catastrophe, des doses de cette substance hautement toxiques ont été relevées dans les eaux usées des environs. D'autres produits toxiques encore non identifiés seraient aussi entreposés dans le secteur. Des masques étaient d'ailleurs distribués aux membres des services de secours qui entraient dans la zone déserte du drame, toujours en proie aux flammes. De nouvelles déflagrations ont retenti dans la journée et, hier soir, le bilan provisoire s'élevait à 104 morts.

L'« usine du monde » qu'est la Chine serait-elle malade de ses infrastructures industrielles, essentiellement concentrées à proximité de mégapoles que sont Pékin, Shanghai ou encore Chongqing ? Dans une déclaration écrite publiée dans les médias d'État hier, le président, Xi Jinping, a reconnu que l'explosion de Tianjin et d'autres

récents accidents industriels avaient « mis au jour de sérieuses défaillances dans le domaine de la sécurité au travail » et que la Chine devait en tirer de « profondes leçons ».

L'incident de Tianjin « n'est en effet pas une exception », précise Qiang Li, représentant de l'ONG China Labor Watch. L'insécurité industrielle en Chine est partout. L'année dernière par exemple, plus de 70 ouvriers sont morts suite à une explosion sur le site de construction automobile qui approvisionnait l'américain General Motors à Kunshan, près de Shanghai ». Ou encore l'accident provoqué par l'inflammation de produits agricoles dans une usine de Dehui, dans le Jilin, en 2013. Bilan : 119 morts.

« Coexistence de produits chimiques dangereux »

De janvier à août 2014, les autorités chinoises ont recensé près de 700 accidents du travail jugés « sérieux ou graves », entraînant la mort de quelque 2.700 employés. Une situation qui empire depuis plusieurs années. « Alors que les conditions de travail dans les usines se sont globalement améliorées, les problèmes liés à la sécurité se multiplient », relève Sébastien Breteau, dirigeant du groupe AsiaInspection, spécialisé dans le contrôle qualité. Nous relevons très régulièrement des problèmes liés à la coexistence de produits chimiques dangereux. Les étiquetages de ces

produits sont également modifiés pour tromper les inspecteurs. » Résultat : de nombreux sites industriels, disséminés partout dans le pays, sont de véritables bombes qu'une étincelle suffit à faire exploser.

« Le monde industriel se contente souvent du minimum »

L'arsenal juridique chinois sur ces questions liées à la sécurité industrielle est pourtant strict. Une loi de 2011 a resserré les conditions de production sur les sites à risque, chimiques en particulier. Des amendes pouvant atteindre plusieurs millions d'euros sont prévues en cas d'accident mortel et les entreprises de plus de 100 salariés sont désormais tenues d'embaucher au moins une personne chargée de la sécurité.

Dans la Chine de Xi Jinping, qui a ouvertement déclaré la guerre aux entrepreneurs véreux et corrompus, les industriels sont dans le collimateur du législateur. Sur le papier du moins, car peu respectent ces nouvelles règles du jeu. « Le monde industriel se contente souvent du minimum sans créer les conditions nécessaires pour mettre en place des environnements sécurisés », insiste Qiang Li de China Labor Watch. L'accident de Tianjin, fortement relayé dans les journaux et médias sociaux, devrait obliger les caciques du régime à réagir, qui pourraient imposer une forme d'audit national des principaux sites industriels. ●